

Xi Jinping, nouveau dictateur rétrograde

L'Assemblée populaire de Chine devrait autoriser le président actuel à renouveler son mandat sans limite, estime l'universitaire Jean-Pierre Cabestan. Cela annoncerait un grand bond en arrière de la vie politique du pays

Par JEAN-PIERRE CABESTAN

Lors de sa séance annuelle qui s'ouvre le 5 mars, l'Assemblée populaire nationale (APN) chinoise devrait entériner l'abolition de la limite de deux mandats de cinq ans imposée par la Constitution à la fonction de président de la République. Approuvé par le comité central du Parti communiste chinois (PCC) dans des circonstances qui demeurent obscures et rendu public le 25 février, cet amendement constitutionnel permettra à Xi Jinping de se maintenir à la tête de l'Etat aussi longtemps qu'il le souhaite.

Assurément, cette décision consacre une montée en puissance et même une « poutinisation » de Xi à l'œuvre depuis son accession au pouvoir en 2012. Elle permet au numéro un chinois, contrairement à Vladimir Poutine, de continuer de cumuler les trois fonctions suprêmes qu'il occupe aussi longtemps qu'il lui plaît : aucune règle ne limite officiellement le mandat de secrétaire général et de président de la commission militaire du PCC.

Pour autant, l'on peut s'interroger sur le sens d'une mesure rétrograde

qui remet directement en cause l'une des réformes institutionnelles essentielles de Deng Xiaoping introduite après la mort de Mao Zedong, en 1976 : éviter toute instauration d'un pouvoir à vie. Par ailleurs, si elle consolide indéniablement le statut de Xi, celui-ci est-il aussi puissant que ses thuriféraires le laissent entendre ? Pourra-t-il véritablement introduire les réformes qu'il a promises ?

Les médias officiels, dont le très nationaliste *Global Times*, ont rapidement tenté de justifier la suppression de cette limite constitutionnelle. Ils ont d'une part indiqué que cette décision était un gage de stabilité et de puissance, « une clé magique capable d'unifier la société » et de « renforcer sa dignité face à l'Occident » (sic). Ils ont d'autre part assuré de manière assez défensive que cette réforme ne signifiait pas que le poste de président de la République pourrait être occupé par la même personne « à vie ».

Il est clair que cette révision de la Constitution, loin de mieux intégrer la Chine dans le monde du XXI^e siècle, la repousse cent ans en arrière, au moment où Yuan Shikai (1859-1916), le président de la nouvelle République de Chine, cherchait à devenir empereur. Mais, à la différence de Yuan, Xi pourrait bien réussir son entreprise. Certes, à peine annoncée, cette décision a suscité de multiples critiques et sarcasmes sur la Toile chinoise, qui ont été rapidement censurés. Et au sein du parti, les choses ne se sont pas passées aussi bien que les partisans de Xi l'auraient espéré, d'où la publication précipitée de la révision constitutionnelle avant que le comité central l'ait formellement approuvée. Mais, depuis le 19^e congrès tenu en octobre 2017, Xi

est assez fort pour imposer ce changement. La grande majorité des 25 membres du nouveau bureau politique lui sont inféodés. Et même si quelques voix dissonantes risquent de se faire entendre lors de la séance de l'APN, Xi peut compter sur son homme lige, Li Zhanshu, qui est destiné à prendre la semaine prochaine la présidence de cette assemblée, pour imposer la célèbre et sacrosainte discipline du parti à la plupart des députés lors du vote d'approbation de cette révision constitutionnelle.

La véritable question est ce que cette suppression de la limite des dix ans apporte à Xi. Tout d'abord, elle lui procure sécurité : en effet, à travers la campagne contre la corruption, Xi s'est fait beaucoup d'ennemis au sein de la Nomenklatura. Dans ces circonstances, tout départ à la retraite présente pour lui des risques conséquents, qu'il préfère éviter, ou tout au moins repousser, espérant que ses victimes et leurs partisans auront alors physiquement disparu ou auront été définitivement marginalisés.

SEUL MAÎTRE À BORD AU PCC

Ensuite, cette décision lui fournit du temps, celui non seulement pour poursuivre son combat contre les indécidables, malheureusement rémanentes, des fonctionnaires du parti-Etat, mais aussi et surtout pour introduire les réformes économiques et institutionnelles qui devraient permettre à la Chine à la fois de réussir sa transition vers un nouveau mode de croissance et de mettre en place un système de gouvernement plus moderne, moins lourd et donc plus efficace, sans pour autant se démocratiser, évidemment.

**CETTE RÉVISION
CONSTITUTIONNELLE
RENFORCE
LE CARACTÈRE
OPAQUE,
ARBITRAIRE,
VOIRE MAFIEUX,
DU PC CHINOIS**

Ce dernier projet est au cœur des préoccupations de Xi et a constitué le principal thème du 3^e plénum du comité central tenu du 26 au 28 février. Pour ce faire, le chef du PC chinois recourt à des méthodes pour le moins éprouvées et pas forcément convaincantes : renforcer à tous les échelons les pouvoirs du parti sur les administrations, « rôle dirigeant » qui sera inclus dans le corps de la Constitution, et non plus seulement son préambule, une fois la révision approuvée par l'APN ; et accorder plus d'autonomie aux autorités locales qui appliquent les directives centrales et surtout font allégeance à Xi. Or les collectivités territoriales chinoises jouissent déjà, et ceci depuis la fin des années 1950, d'une large autonomie. Xi le sait à ses dépens, car celle-ci a permis à de nombreux gouvernements locaux de résister aux oukases édictés par le centre depuis 2013, tant pour ce qui concerne le démantèlement des entreprises publiques déficitaires que pour ce qui a trait à l'apurement de leur budget et la suppression des plates-formes semi-publiques (et semi-légales) mises en

place pour financer les infrastructures et la construction immobilière.

Dans de telles circonstances, Xi peut-il réussir ? Oui, car aucune force crédible au sein du PCC n'est en mesure de le défier. Tôt ou tard, les cadres locaux vont devoir se résoudre à obtempérer ; la croissance économique se maintient, certes à un rythme plus raisonnable, et la consommation comme les services progressent ; la modernisation du parti-Etat se poursuit également ; les nouvelles commissions de contrôle des agents de l'Etat qui seront mises en place prochainement vont y contribuer, même si elles opéreront sous l'étroite direction des puissantes commissions de la discipline du parti. Et bien que plus critique et distante du pouvoir, fière de son chef ou résignée, la société chinoise laisse au PCC et de plus en plus à Xi le monopole du politique.

Mais plus stable à court terme, le pouvoir et le régime chinois l'est-il à plus long terme ? Cette révision constitutionnelle va à l'encontre de toute esquisse d'institutionnalisation des règles de succession et renforce le caractère opaque, arbitraire, voire mafieux, du PC chinois. Comme toutes les sociétés secrètes, le PCC peut renforcer et prolonger le mandat de son « parrain » actuel. Mais il est incapable de garantir toute transmission transparente, sans à-coups et pacifique du pouvoir. ■

Jean-Pierre Cabestan est professeur à l'Université baptiste de Hongkong. Il est l'auteur de « Demain la Chine : démocratie ou dictature ? », Paris, Gallimard, collection « Le Débat », à paraître en avril 2018

Recevoir des leçons des ayatollahs de l'anti-viande est insupportable

Les bouchers de tradition française ne maltraitent pas les animaux, estime Hugo Desnoyer, entrepreneur et boucher, pour qui ce métier est aux antipodes de l'élevage intensif qu'il dénonce

Par HUGO DESNOYER

Ainsi donc, notre activité, la boucherie de tradition française, serait coupable de multiples délits : favoriser le réchauffement climatique, promouvoir la surconsommation de viande, maltraiter les animaux, être complice de l'industrie alimentaire dans la propagation de la « malbouffe »... Et j'en passe certainement. Autant le dire d'emblée : recevoir des leçons de ces ayatollahs fraîchement convertis à la religion anti-viande est insupportable. Comme si nous les avions attendus pour nous préoccuper de l'environnement, de la qualité de nos produits, du bien-être animal, de la préservation des écosystèmes et de la ruralité !

Abuser d'un aliment, en l'occurrence de la viande, serait nocif pour la santé ? Nous le savons depuis longtemps. Dans « boucherie », il y a « bouchée », ce qui indique déjà une quantité. Des préparations comme la blanquette, le pot-au-feu, le navarin sont aussi des plats de légumes, des mariages d'aliments complémentaires qui n'impliquent pas d'orgie carnivore. Nous savons parfaitement qu'une côte de bœuf est un mets

rare, une viande précieuse, magnifique, qui a toute sa place dans un régime alimentaire harmonieux. Je préfère d'ailleurs ce qualificatif à celui, très galvaudé, d'équilibré. Dans ma conception de la vie, un régime alimentaire doit tenir compte de nos humeurs, de nos envies, de notre désir de faire parfois la fête. Lorsqu'une grand-mère me demande de lui trancher une belle entrecôte parce qu'elle reçoit son petit-fils à dîner, j'y vois une marque de tendresse et d'affection.

BIEN-ÊTRE DE NOS ANIMAUX

Nos animaux seraient maltraités ? Le prétendre serait méconnaître l'essence même de notre métier. Il est aux antipodes de l'élevage intensif, que nous ne cessons de dénoncer, et, pendant longtemps, nous avons même été les seuls à le faire. Cela fait des années que nous, les bouchers de tradition, proposons une alimentation alternative par l'excellence. Il suffit de se promener dans le Cantal, par exemple, pour comprendre la contribution des troupeaux aux équilibres naturels. L'appétit de nos vaches est un instrument de la diversité, il crée des espaces, il remonte les vallées, il creuse un sous-bois, ou il s'étale, paresseux, à flanc de coteau.

Nous travaillons de nos mains et avons construit un savoir-faire unique. Notre viande est travaillée et pensée pour nourrir et pour réjouir.

Depuis quelque temps, on nous assène que nous serions coupables de cruauté envers les animaux. Rien n'est plus éloigné de la réalité que nous vivons au quotidien. Nous aimons nos bêtes, nous les choyons. Lorsque mes éleveurs, mes amis bouchers ou moi-même nous les accompagnons jusqu'à l'abattoir, c'est toujours la même peine, un crève-cœur. Nous avons créé ces bêtes comme des œuvres d'art, elles sont le fruit du dynamisme des éleveurs et du génie biologique. Une salers ou une limousine sont le résultat du travail de l'homme, nous leur avons donné la vie, nous avons donc la responsabilité de la leur faire la plus belle possible et d'en disposer avec respect.

Je milite depuis le début de mon activité professionnelle pour épargner à mes bêtes toute douleur physique. Nous devons encore aller plus loin dans la préservation du bien-être de nos animaux. Les respecter, c'est encore ne rien jeter de ce qu'ils nous donnent. Les « bas morceaux », je ne connais pas. Entre la part du lion et celle de la fourmi, il y a tout un monde de commensaux : les amateurs de bouillon, de joue de bœuf, d'os à moelle à la croque au sel. Consommer tout l'animal, c'est à la fois le respecter dans son entier et diminuer le nombre de bêtes que, faute d'un meilleur mot,

**NOUS, LES
BOUCHERS
DE TRADITION
FRANÇAISE, AVONS
ÉTÉ LES PREMIERS
À ADOPTER
UNE DÉMARCHÉ
ÉCOLOGISTE**

nous sacrifions aux besoins de notre existence, que personnellement je ne conçois pas sans partage. Ce mot contient bien des beautés : faire des parts, des portions, répartir la peine et accepter l'offrande...

Nous serions une menace pour l'environnement ? Quelle blague. Nous, les bouchers de tradition française, avons été les premiers à adopter une démarche écologiste. Rares sont les professions qui collent autant à la terre que la nôtre. Nous sommes engagés dans une écologie du détail, fondée sur le terroir. A qui devons-nous les pâtures sans pesticides, les paysages incroyablement divers de nos campagnes, sinon au travail acharné d'éleveurs courageux qui préservent souvent de l'oubli des vallées reculées, des prairies, des carrés de luzerne. Ce sont eux qui donnent à la France d'aujourd'hui le visage qu'elle

avait sur les cartes de géographie que je devrais des yeux, dans les écoles de ma Mayenne natale. Il ne s'agit pas de nostalgie, mais au contraire d'une forme avant-gardiste de « land art ». Entre une combe de l'Aubrac et l'assiette, c'est toute une chaîne qui se forme, constituée de milliers d'heures de soins, de vigilance et d'attention portées au milieu naturel. Chacun de ses maillons, éleveurs, bouchers, consommateurs, est solidairement responsable de sa solidité.

Il faut comprendre notre colère. Je suis engagé à titre personnel, comme d'autres, dans la transmission de nos valeurs, de notre savoir-faire, de notre obsession de la qualité et du respect de la nature et de l'animal, en France, en Europe et dans les pays émergents, afin d'expliquer à tous que ce qui est beau doit être bon. N'en déplaise aux indignés de la dernière heure, nous ne laisserons pas une profession d'exception se faire abîmer sans répondre. Nous leur rappellerons sans relâche qui nous sommes et ce que nous faisons. Nous ne les avons pas attendus pour faire de notre mieux sur cette Terre en assumant notre responsabilité à l'égard des bêtes, des hommes et de la planète. En toute conscience. ■

Hugo Desnoyer est boucher et entrepreneur



Un voyage à travers le temps et les grandes civilisations à l'origine de notre monde

Dans chaque numéro, vous retrouverez

- les signatures d'historiens et d'un comité scientifique renommés
- six dossiers riches en infographie et en iconographie
- un regard sur toutes les civilisations qui ont marqué notre humanité

CHAQUE MOIS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX